

## Dépression scolaire : « le service public d'éducation » en question...

Au-delà des débats récurrents et des questions politiques de circonstance, cette rentrée scolaire me semble se caractériser par un découragement de plus en plus grand des véritables militants du « service public d'éducation ». Pas une journée, en effet, sans que des collègues engagés dans des projets depuis des années, forts de convictions pédagogiques progressistes et ayant à leur actif des réalisations exemplaires (de ces réalisations que même les ministres de droite qui stigmatisent le « pédagogisme » aiment visiter, valoriser et donner en exemple)... ne me disent leur lassitude, leur peu de courage pour retourner affronter, en même temps, des situations de plus en plus difficiles et une administration de plus en plus inquiétante. Pas une journée sans témoignage de cette accumulation de découragements qui touche ceux et celles qui font vraiment fonctionner, à la base et au quotidien, les écoles et les établissements scolaires. Pas une journée sans que se confirme la gigantesque dépression scolaire dans laquelle nous sommes...

*Alors, bien sûr, cela tient à des questions identitaires décisives* : quand on entend répéter à longueur de journée qu'il ne faut pas remplacer un fonctionnaire sur deux, on comprend que l'on était, au mieux, à moitié inutile ! Quand on voit des décisions ahurissantes pleuvoir sans concertation, au mépris des travaux des chercheurs comme des expériences des enseignants, on se pose des questions sur le sens de la responsabilité des politiques et sur les effets d'un pilotage du système éducatif fondé sur la seule communication médiatique ! Quand on voit partout stigmatiser les enseignants et les accuser, en bloc, d'être responsables de la baisse du niveau et de la montée de la délinquance, de l'excitation des élèves et de la passivité de leurs parents, on trouve que les médias et les urbanistes, la publicité pulsionnelle et les exemples de comportements irresponsables au plus haut sommet de l'État sont un peu trop vite exonérés de toute responsabilité !

*Mais, plus profondément encore, c'est sans doute, ce qui est en train de se passer sous nos yeux sur l'avenir du « service public d'éducation » qui constitue la plus grande cause de démobilisation et de découragement...* D'abord, évidemment, le service public sera très affecté par la diminution des postes que nous subissons dès cette année et plus encore dans les années qui viennent, si le mouvement se poursuit, comme on nous l'annonce. Certes, le ministre affirme qu'il y aura toujours un professeur devant chaque classe et que les parents ne se rendront compte de rien. C'est possible, effectivement ! Mais il faut savoir que ce sera au prix d'un recul très important de l'État sur toute une série de tâches et de missions qui permettaient

– certes de façon encore très insuffisante – de tenter de faire face aux situations difficiles. Ce qui rendait le système encore un peu tolérable, c'était, justement, ces quelques aides qu'on voit aujourd'hui disparaître : un professeur de plus ici ou là, quelques heures pour monter un projet, un appui formatif, l'intervention d'un réseau d'aide, la collaboration avec un mouvement d'Éducation populaire, etc. C'était ces moyens auxquelles s'accrochaient les enseignants « qui en voulaient »... ces moyens qui ont déjà fondu comme neige au soleil et ne vont pas manquer de disparaître complètement.

Ajoutons que cela disparaît au moment où la pression sur le système se fait de plus en plus grande. En effet, outre les demandes légitimes des parents pour des cursus scolaires plus longs assurant de meilleures chances de réussite professionnelle à leurs enfants, outre les exigences légitimes pour que les élèves acquièrent les connaissances et les compétences requises pour faire face à un monde de plus en plus complexe... nous subissons l'effet bien connu des sportifs de haut niveau comme des ingénieurs : le coût est de plus en plus élevé au fur et à mesure que nous approchons des objectifs de plus en plus difficiles. Les derniers dixièmes de seconde qui permettent la qualification ou la victoire dans une compétition sportive demandent plus d'énergie que les secondes et, *a fortiori*, les minutes précédentes. De même, les investissements à effectuer pour gagner quelques petits points en « productivité », dès lors que l'essentiel est garanti pour tous, sont, de loin, les plus coûteux. C'est pareil en matière scolaire et il faut l'avouer sans démagogie : les coûts ne sont pas homogènes et, quand on ambitionne de scolariser, d'instruire et d'éduquer des enfants qui n'ont pas trouvé leur panoplie d'élève au pied de leur berceau, des enfants dont l'environnement social est problématique et la construction psychique fragile... cela coûte beaucoup plus cher. Et cela demande un effort supplémentaire de l'État qui porte la responsabilité d'éviter de se laisser développer une population de marginaux dont le coût social, à terme, sera infiniment lourd. Tout cela exige que l'État investisse dans un « service public » qui ne soit pas seulement gestionnaire... mais aussi visionnaire !

Or, c'est le contraire qui se passe : *l'État se replie de plus en plus sur un fonctionnement technocratique strict, qu'il complète simplement par des dispositifs, tout aussi technocratiques, de « soutien »*. C'est une conception minimaliste de l'École, réduite aux caractéristiques les plus traditionnelles de la « forme scolaire » : une classe, une heure, un enseignant, des cours et des exercices, des évaluations sous forme de tests calibrés, du soutien pour ceux qui n'y arrivent pas, l'exclusion en bout de course pour ceux qui échouent. Les tentatives pour introduire un fonctionnement plus souple (les cycles, le travail interdisciplinaire, le partenariat, le suivi personnalisé, la prise en charge globale des élèves par des équipes cohérentes) sont rendues pratiquement impossibles. En fait, c'est bien à une réduction des ambitions du service public que nous assistons, avec cette double caractéristique paradoxale : un encadrement technocratique renforcé et une libéralisation du fonctionnement encouragée. L'encadrement technocratique sert, à la fois, à produire des « indicateurs » qui facilitent le comportement « libéral » des parents dans le supermarché scolaire et à stimuler la concurrence entre des systèmes rivaux assignés seulement à respecter des normes communes purement formelles.

Plus globalement, je suis inquiet parce que ce mouvement s'opère de manière assez subreptice, sans être clairement repéré et dénoncé par la gauche, et qu'il constitue une rupture majeure dans notre tradition républicaine.

Caricaturons un instant : *ce qui est en jeu c'est « la qualité du service rendu au public »* (ici, du service éducatif rendu aux parents et, plus globalement, aux citoyens et à la Nation). Sur cette question de la qualité du service rendu, deux vieilles conceptions, issues toutes deux du XIX<sup>ème</sup> siècle, s'affrontent : l'une affirme que la qualité s'obtient par la concurrence (et que le marché produit « naturellement » cette qualité dans tous les domaines) ; l'autre affirme que c'est le contrôle étatique vertical qui produit de la qualité et est seul capable de la garantir. Ces deux conceptions se renforcent réciproquement en des oppositions systématiques : devant une difficulté, la première promeut la privatisation ou l'externalisation (sous le manteau de la modernisation), la seconde l'investissement massif des deniers publics et le renforcement des obligations et contraintes étatiques (sous couvert d'équité de traitement). Or, ces deux solutions, en tant que telles, sont des impasses : la privatisation n'est en rien un gage de qualité, ni en matière de production de biens matériels (où elle privilégie l'intérêt à court terme et le tout jetable), ni, *a fortiori*, en matière d'engagement humain où elle est incapable de travailler sur ce qui n'est ni quantifiable ni monnayable. De même l'étatisation reste une imposture dès lors qu'elle ignore – ce que pourtant les sociologues ne cessent de répéter – que toute offre de biens est relative à la capacité à s'en servir, que cette capacité n'est pas équitablement répartie dans le champ social et que l'éloignement des décideurs par rapport aux situations concrètes défavorise les plus défavorisés, quand elle ne produit pas d'inutiles gaspillages au seul profit des plus débrouillards.

C'est pour n'avoir pas suffisamment réfléchi à une conception nouvelle du service public, ni libérale, ni étatique, que nous pataugeons aujourd'hui dans des débats sans fin... Pour avancer un peu, tentons quelques propositions simples :

**- Un service public, en particulier d'éducation, doit se caractériser par un cadrage national fort sur des objectifs nationaux ambitieux et une responsabilisation des acteurs sur les moyens de les réaliser...** Tout le contraire de ce à quoi nous sommes assignés aujourd'hui : un cadrage technocratique sur les moyens accompagné d'un abandon de l'État sur les politiques réelles des établissements, un contrôle tatillon des « résultats » (sans regarder s'ils ont été obtenus par une plus-value formative réelle ou une sélection minutieuse des *inputs*) et une libéralisation des projets (qui peuvent ignorer, en toute impunité, des objectifs comme la formation des élèves à l'autonomie documentaire, l'information régulière et respectueuse des familles, le respect d'une laïcité constructive...).

**- Un service public, en particulier d'éducation, doit se caractériser aussi par le fait qu'on identifie le bon maillage en matière de gestion optimale des décisions.** Si les décisions concernant les programmes doivent rester nationales, si les décisions techniques locales doivent être prises au niveau des collectivités territoriales, les décisions pédagogiques requièrent, elles, des « structures fonctionnelles » à taille humaine. Nous devons, pour cela, créer des « unités pédagogiques » de quatre-vingt à cent vingt élèves (ce sont les chiffres qui émergent des études internationales) affectées à des équipes d'enseignants qui en assument la responsabilité complète. Il faut en finir avec la fragmentation et la déresponsabilisation qui règnent dans nos établissements, en particulier du second

degré. Il faut que les professeurs aient prise collectivement sur des ensembles d'élèves identifiés et qui les identifient. Un service public requiert une homothétie maximale entre les groupes qui en bénéficient et ceux qui en sont chargés. Faute de quoi, nul ne peut y exercer de véritable responsabilité... et nous sommes condamnés à des conflits sans fin, parce que sans lieu possible pour les traiter.

**- Un service public, en particulier d'éducation, doit se caractériser, par ailleurs, par le fait que les dysfonctionnements – inévitables dans toute entreprise humaine – y sont traités en interne et de manière collective.** Pour dire les choses simplement, dans le « privé », ceux qui ne sont pas contents sont sommés d'aller voir ailleurs et de faire jouer la concurrence. Dans le « public », ceux qui constatent, comme « usagers », que des choses ne vont pas, doivent pouvoir intervenir en tant que « citoyens » pour, d'abord, poser le problème et, ensuite, exiger que des professionnels compétents cherchent avec eux des solutions. Un service public se caractérise par le fait qu'il existe des systèmes efficaces permettant de travailler *en interne* sur les dysfonctionnements et non d'en partir parce qu'on est mécontent. À l'école, cela devrait valoir, bien évidemment, pour l'ensemble des acteurs : enseignants, cadres éducatifs, parents, élèves... avec, évidemment, des modalités adaptées à chacun.

**- Un service public, en particulier d'éducation, doit se caractériser, enfin, par le fait qu'il est porté par la Nation dans une perspective résolument volontariste.** Il incarne le bien commun et l'avenir. Il est tout le contraire d'un archaïsme. Ce qui est devenu archaïque aujourd'hui – la question de l'écologie en témoigne largement –, c'est la tyrannie des économies à court terme, la dictature des gestionnaires à courte vue, la pression pour obtenir à l'aveuglette des « résultats »... Ce dont nous avons besoin, au contraire, c'est d'un projet pour mobiliser les hommes et les femmes de notre temps sur un avenir plus que jamais incertain. Au temps de toutes les peurs, l'éducation reste le seul investissement vraiment prioritaire. Une « Éducation nationale » qui déboussole ses enseignants, décourage ses militants pédagogiques, désespère les meilleurs de ses cadres, réduit les parents à n'être que des « consommateurs d'école » n'est plus digne de porter ce nom.

-o0o-

Pour compléter cette analyse par des éléments plus factuels, vous pouvez lire cet entretien accordé à Guy Vermée pour la revue *LA CLASSE*.

*1) Dès cette rentrée, les programmes de l'école primaire sont modifiés. Quelle analyse globale en faites-vous quant aux contenus ?*

Je trouve absurde ce changement précipité. Les programmes de 2002 étaient d'excellente qualité et, même, s'il fallait les toiletter sur tel ou tel point, ils constituaient une excellente base de travail. Le changement tient plus, à mes yeux, à des raisons politiciennes qu'à des raisons pédagogiques : on veut rassurer des parents inquiets en leur donnant le sentiment qu'« on revient, enfin, aux choses sérieuses ». On veut aussi donner satisfaction à des groupes de pression dont on a besoin d'acheter le soutien. On cherche, enfin, à formuler les programmes de manière que tout y soit évaluable à très court terme dans une perspective technocratique et libérale à la fois : il faut tout évaluer pour fournir des

indications toujours plus précises aux « consommateurs d'école ». Il y a là un glissement que je désapprouve totalement : en éducation, tout n'est pas quantifiable, ni même évaluable en termes d'acquisitions immédiatement repérables. Je crains qu'on abandonne toute ambition authentiquement pédagogique – dans le domaine de l'autonomie, de la créativité, de la socialisation de ce que je nomme « l'émergence du sujet » – pour se rabattre sur ce qui ne sera, finalement, que du dressage ou du conditionnement.

Plus précisément, les programmes de 2002 étaient parvenus à un point d'équilibre intéressant entre « activités de découverte » et « activités d'entraînement », finalisation par le projet et formalisation par des exercices systématiques. Avec les nouveaux programmes, cet équilibre est rompu au profit d'un formalisme qui risque d'écarter encore plus les enfants qui ne trouvent pas de sens à l'école. On privilégie l'acquisition – nécessaire – des mécanismes, mais en oubliant que ces derniers ne prennent sens que dans des situations pédagogiques mobilisatrices. On écarte une dimension culturelle qu'il faudrait, au contraire, renforcer pour contrecarrer les « industries de programme » qui enrégimentent nos enfants...

*2) Et, de façon plus spécifique, concernant la maternelle ?*

Je trouve que les modifications apportées font de la maternelle une sorte de propédeutique systématique à l'entrée au cours préparatoire. Or, c'est, à mes yeux, un mauvais calcul qui, justement, ne favorisera pas la réussite au primaire. Encore une fois, on « pilote par le haut », au lieu de considérer ce qui est spécifique et nécessaire à un âge donné. Cette manière de procéder va permettre d'écarter toute une série d'activités dont on ne verra pas immédiatement les effets en termes d'apprentissages scolaires immédiats. On va donc sacrifier tout ce qui contribue au développement, pour revenir à un travail d'empilement. C'est, pour moi, un grave recul, totalement contradictoire avec les apports de la psychologie comme avec les finalités de la pédagogie.

*3) Dans le même temps, la durée hebdomadaire d'enseignement pour les élèves est diminuée, ramenée de 26 à 24 heures. Est-ce une bonne chose pour vous ?*

Le vrai problème, c'est le compactage de la semaine scolaire avec toutes ses conséquences : des journées plus tassées, des activités plus fragmentées, le rythme de l'enfant moins respecté. Nous savons tous qu'il faudrait diminuer le nombre d'heures d'enseignement par jour et augmenter le nombre de jours scolaires. Ce serait cela le vrai courage pédagogique et politique... Mais nous en manquons cruellement. J'ajoute que je suis hostile à la disparition des cours le samedi matin pour une autre raison : on pouvait, en effet, faire du samedi matin un moment privilégié de contacts et de travail avec les parents, voire les inviter, à tour de rôle, à assister à la classe. Au lieu de cela, on sacrifie encore une fois les enfants et l'école sur l'autel des commodités adultes du week-end.

*4) Les deux heures de soutien par semaine pour les élèves en difficulté (60 heures annuelles en fait) constituent elles un dispositif efficace pour combattre l'échec scolaire ?*

Je n'y suis pas hostile par principe. Je crois simplement que, d'une part, il faut savoir exactement ce que l'on va en faire et avec quels élèves, et, d'autre part, il ne faut pas s'engouffrer systématiquement dans l'externalisation du traitement des difficultés en dehors des heures « normales » de classe et dans le cadre d'une pédagogie différenciée. Mais cela nécessite de reprendre le travail d'équipe des enseignants sur de nouvelles bases, de développer des remédiations diverses (et pas seulement des heures de « répétiteur » et de « soutien »), de réinvestir l'entraide entre élèves comme un outil essentiel de la réussite de tous, de penser des « groupes de besoins » et pas seulement des « groupes de niveaux ». Bref, je crois plus à la « logique des cycles » - qui semble, malheureusement – être abandonnée, qu'à la logique du soutien.

5) *Et ces fameux stages de remise à niveau durant les vacances pour les élèves de CM1-CM2 ?*

Là encore, ce n'est pas en soi une idée absurde. Mais il faut savoir ce que l'on en fait ! Si c'est pour du soutien scolaire traditionnel, je suis contre. En revanche, si c'est pour proposer des activités artistiques, culturelles, sportives qui correspondent aux besoins des enfants en termes de développement, je suis pour. On pourrait, par exemple, orienter un enfant qu'on trouve agité vers les arts martiaux, un enfant timide vers le théâtre, un enfant qui a besoin d'apprendre à se concentrer vers la musique, etc. Encore une fois, ce qui me gêne, c'est cette idéologie qui réduit l'élève à une mécanique à faire des exercices et ne prend pas en compte le développement dans toutes ses dimensions. L'enfant devient un objet que l'on fabrique – et dont on attend des performances calibrées – et non un sujet dont on accompagne le développement pour qu'il s'enrichisse, s'autonomise et « se fasse œuvre de lui-même » comme disait Pestalozzi.

6) *D'après vous « le niveau baisse-il » ? Comment réagissez-vous aux différentes évaluations nationales et internationales (PISA, PIRLS) ?*

Le niveau baisse incontestablement dans le domaine de l'expression écrite et, en particulier, sur le plan de l'orthographe grammaticale. Il ne baisse pas, d'ailleurs, seulement chez les enfants. Il baisse aussi chez les adultes. Ce qui est en question ici, c'est le statut de l'écrit dans nos sociétés, l'érosion de toutes les formes de communication différée. C'est pourquoi je crois que les pédagogies qui mettent l'accent sur l'écrit (comme la pédagogie Freinet) sont plus que jamais d'actualité. C'est pourquoi, aussi, je crois qu'il faut réfléchir globalement à la place que nous donnons à l'écrit dans notre vie sociale... Concernant notre situation dans les évaluations internationales, elle n'est pas très bonne, effectivement. Mais ce qui est surtout préoccupant, c'est que nos élèves y apparaissent comme manquant terriblement de confiance en eux, se sous-estimant en permanence, hésitant à se lancer dans des apprentissages nouveaux, ayant peur de l'imprévu. Ils sont d'autant plus en difficulté qu'ils ne sont plus dans la reproduction. Voilà qui est particulièrement préoccupant.

7) *À ce sujet, la collection que vous dirigez chez ESF vient de publier un excellent ouvrage sur le modèle finlandais dont on dit tant de bonnes choses. Quel est votre sentiment ?*

Je trouve le modèle finlandais très intéressant et il faut le regarder de près. Il y a de nombreux éléments, au plan pédagogique, qui sont très instructifs et dont nous pourrions nous inspirer. Pourtant, le modèle complet n'est pas transposable chez nous tel quel. On ne peut s'exonérer d'une réflexion sur l'avenir du modèle français de l'Éducation nationale : sous sa forme hiérarchique centralisée, il n'est plus viable. Pour autant, je ne pense pas qu'il soit possible de se lancer dans une libéralisation absolue et une autonomie sans garanties des écoles et établissements. Notre héritage historique impose de penser à la fois un pilotage national et une responsabilisation des acteurs... Ce que nous ne savons pas vraiment faire. Et ce que nous devons chercher à mettre en place.

8) *Certains affirment que le système éducatif français n'est pas efficient : que la nation y consacre trop de moyens au regard des résultats obtenus. Est-ce aussi votre sentiment ?*

Absolument pas. Je crois que nous sommes face à une situation nouvelle, ce que Bernard Stiegler, nomme « le capitalisme pulsionnel » : nous développons des technologies, des modes de vie, des « industries de programme » qui placent nos enfants dans une situation d'encouragement au passage à l'acte et à la coagulation tribale. Nous sommes en train de faire voler en éclats l'attention et la concentration, le souci du travail bien fait et l'exigence de la perfection, la capacité à surseoir à ses impulsions pour réfléchir... Tout cela est très préoccupant et nécessite un surcroît d'investissement dans l'éducation si nous ne voulons pas voir advenir des explosions violentes ou des implosions dépressives dans notre

jeunesse. Il faut investir aujourd'hui pour préparer demain. Mais pas n'importe comment : la priorité, pour moi, ce sont, bien sûr, les langages fondamentaux, mais aussi la culture qui permet de métaboliser ses pulsions agressives et l'apprentissage, plus nécessaire que jamais, du « vivre ensemble ». Dans ces domaines, nous avons besoin d'un véritable effort national...

*9) D'ailleurs, au début de l'année 2008 vous avez vivement réagi à la publication du rapport Attali en dénonçant en particulier une vision utilitariste de l'école au détriment d'ambitions culturelles...*

Oui et je suis inquiet de cette évolution qui traverse tous les courants politiques et menace gravement, à mes yeux, la fonction « politique », au sens le plus noble du terme, de l'École. L'école n'est pas une entreprise qui doit produire à la chaîne des élèves calibrés. Elle est un creuset républicain et la condition même de nos ambitions démocratiques.

*10) Vous vous êtes déjà souvent exprimé sur le problème des incivilités et de la violence ; est-ce une fatalité ou bien existe-t-il des façons d'agir ?*

Ce n'est pas une fatalité. Mais c'est un vrai problème sur lequel les enseignants sont parfois complètement désarmés. N'ayant pas de moyens de comprendre, de canaliser et de transformer cette violence en énergie positive, ils se cabrent et sont tentés d'exclure systématiquement les gêneurs. Or, la tradition pédagogique, sans nous donner des « recettes-miracles », nous offre des perspectives et nous fournit des outils pour gérer ces situations de manière plus sereine. Structurer le groupe autour de projets... Donner une place à chacun pour que nul ne soit tenté de prendre toute la place... Mettre en place des cadres qui protègent chaque enfant des agressions des autres, mais aussi contre ses propres débordements... Organiser des institutions qui permettent d'apprendre à surseoir à ses impulsions... Favoriser la confrontation avec des formes culturelles élaborées qui favorisent l'accès à la symbolisation, etc. Toutes ces perspectives existent, mais, malheureusement, elles ne sont exploitées que de manière assez marginale ! La règle, c'est plutôt de laisser fonctionner les établissements avec des coagulations d'élèves indifférenciés qui se déplacent au rythme effréné de sonneries stridentes, sans véritable suivi personnalisé ni organisation de véritables dispositifs d'apprentissage... et de se plaindre ensuite de leur excitation !

*11) Que pensez-vous de la place que les parents occupent ou devraient occuper à l'école ?*

Nous sommes prisonniers d'un héritage historique qui fait des parents les adversaires de la mission de l'École : les parents, c'était le patois, la superstition, l'affectivité, l'inégalité... alors que l'École, c'était la langue nationale, la science, la raison, l'égalité des chances. Nous n'avons pas bien su gérer les évolutions et, en particulier, l'accession des parents à la « majorité politique ». Nous avons toujours tendance à considérer les parents comme des assujettis et à les infantiliser ou les culpabiliser. Et, il y a ainsi un écart terrible entre la manière dont les parents sont traités dans « la vie civile » et dans leurs activités professionnelles et la manière dont ils sont traités à l'école. En réalité, nous nous plaignons que les parents se comportent comme des « consommateurs d'école », mais nous ne faisons rien pour qu'ils puissent vraiment trouver une autre place... Il faut, à la fois, une rupture pédagogique entre la famille et l'école (car l'école reste, par excellence, le lieu de la découverte de l'altérité par rapport à la cellule familiale) et instaurer de nouveaux rapports constructifs avec les parents. Trois domaines sont concernés : l'accueil (les parents doivent être mieux accueillis dans l'école), l'information (qui n'est pas toujours bien faite et que seuls les initiés peuvent s'approprier) et la collaboration sur des sujets et des objets concrets (comme les carnets de notes et outils de liaison, l'usage de la télévision ou de la lecture, la question des incivilités, etc.). C'est un immense chantier que nous avons à travailler : si nous

ne voulons pas que les parents accroissent leur pression pour exercer le pouvoir **sur** l'école, il faut collaborer avec eux **dans** l'école.

*12) Du côté des enseignants maintenant : que pensez-vous des propositions de la commission Pochard ? De la formation des enseignants ? De leur évaluation ?*

Je regrette que la commission Pochard se soit si peu penchée sur les enseignants du premier degré. C'est vraiment dommage... Certaines de ses propositions sont intéressantes et je partage avec elle l'idée qu'il ne faut pas réduire le service des enseignants à un ensemble d'heures de cours et à des obligations purement techniques. Mais il faut, maintenant, opérationnaliser tout cela et le faire dans un climat de confiance et non de suspicion. Or, ce climat n'est pas là, malheureusement. Et je crains que les récentes décisions sur la suppression des Instituts universitaires de Formation des Maîtres (IUFM) ne viennent aggraver les choses. On assiste réellement à une déprofessionnalisation du métier avec, à l'horizon, un décrochage entre le premier et le second degré qui sera un recul très grave. Par ailleurs, sous prétexte d'élever le niveau, on va accroître la sélection sociale à l'entrée dans le métier, avec des concours qui risquent de devenir de plus en plus académiques et donc décalés par rapport aux besoins de notre école. Quant à l'évaluation, elle existe déjà par le biais des inspections qui me paraissent totalement inadaptées. Il faudrait une évaluation sur dossiers pédagogiques par des commissions paritaires. Il faudrait, surtout, mobiliser les enseignants et les engager dans de véritables démarches de qualité collectives. Mais cela exige un véritable changement de culture par rapport à la gestion technocratique de notre institution.

*13) Que vous inspire la notion de « pilotage par les résultats » ?*

Beaucoup de méfiance ! Surtout si l'on sous-entend comme toujours, qu'il s'agit de résultats strictement quantitatifs... C'est toujours ce même déni de la pédagogie qui est à l'œuvre. Et, en réalité, ce même déni de l'éducation.

*14) La laïcité : certains propos du Président de la République ont alarmé ses défenseurs ; est-elle réellement en danger selon vous ?*

Elle n'est sans doute pas menacée à court terme car les forces sociales et politiques attachées à la laïcité sont puissantes en France. Mais on sent bien un glissement... Je le relie au déficit d'éducation dont j'ai parlé. Dès lors que nous nous replions sur une vision technique de l'élevage de nos enfants, il existe un déficit anthropologique qui laisse la place à toutes les emprises de type religieux, à toutes les croyances les plus obscurantistes. Les clercs et les gourous de toutes sortes vont pouvoir faire valoir leurs capacités à « tenir » les enfants, à les éduquer au respect et à juguler toutes les tentatives de transgressions qui pourraient mettre en péril la société. Si nous ne remettons pas à l'ordre du jour les idéaux d'une Éducation populaire laïque, le risque est réel d'un retour du communautarisme et d'une dilution de la laïcité.

*15) Comment se porte CAP CANAL ?*

Nous tentons de nous développer dans des conditions économiques difficiles : le budget annuel de CAP CANAL qui nous permet de diffuser dix heures par jour est celui d'une heure en prime time sur TF1 ! Mais nous avançons car que nous croyons que le jeu en vaut la chandelle : la question de l'éducation est une question de société absolument centrale sur laquelle il n'existe aucune émission régulière sur les grandes chaînes. En France, il y a de très nombreuses émissions sur le jardinage, le bricolage, les cours de la bourse, les animaux domestiques... mais rien sur l'éducation ! Nous essayons d'occuper modestement ce créneau. En attendant une diffusion nationale sur le câble que nous espérons pour bientôt, nous développons notre site où nos émissions sont en libre accès ([www. capcanal.com](http://www.capcanal.com)) ainsi que les prêts et ventes de DVD. Nous sommes aidés dans cette entreprise, à partir de la rentrée, par les éditions HATIER qui diffuseront une partie de nos



émissions complétées par des fiches pédagogiques sous le titre « Questions de pédagogie ».

16) *Est-ce que vous nous annoncez la publication d'un nouvel ouvrage ?*

Je publie, à cette rentrée, une nouvelle version très complétée et enrichie de mon ouvrage *Pédagogie : le devoir de résister* (ESF éditeur) et je travaille, par ailleurs, à un ouvrage de plus longue haleine qui s'efforcera de présenter une « épistémologie de la pédagogie » et dont le titre provisoire est *Lignes de fractures* : je ressens le besoin, en effet, dans la grande confusion actuelle des débats sur l'éducation, de clarifier, d'abord, pour moi, toute une série de choses...